

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1888-1889.

COMMISSION DES PÉTITIONS DU MOIS DE FÉVRIER.

FEUILLETON AU 10 MARS 1889.

PÉTITIONS SUR LESQUELLES LA COMMISSION A STATUÉ.

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

1.	4415.
----	-------

Par pétition datée de Malines, le 31 janvier 1889,

Des habitants de Malines demandent la prompt modification de la délimitation des provinces en ce sens que les communes flamandes soient comprises dans les provinces flamandes et réciproquement pour les localités wallonnes. Ils demandent, en outre, que les fonctionnaires et employés de l'État de l'arrondissement d'Arlon et des communes allemandes de l'arrondissement de Verviers soient tenus de connaître la langue allemande.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

2.	4416.
----	-------

Par pétition sans date,

Le personnel subalterne attaché au service de la Meuse et de la Sambre demande une amélioration de position au point de vue de la pension.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.

Numéros du feuilleton	Numéros du registre des pétitions.
-----------------------------	--

3.

4418.

Par pétition datée de Reckheim, le 25 janvier 1889,
Le conseil communal de Reckheim prie la Chambre d'accorder à la députation permanente la compétence nécessaire pour autoriser les administrations publiques à vendre leurs bois à main ferme, mais seulement dans le cas où, lors de la vente publique par notaire, la dernière enchère n'atteint pas le prix d'estimation.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

4.

4431.

Par pétition datée de Noduwez, le 5 février 1889,
Le sieur Debergh, à Noduwez, se plaint d'avoir été injustement révoqué de ses fonctions et réclame une pension, une indemnité ou le remboursement des sommes qu'il a versées à la caisse des veuves.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.*

5.

4443.

Par pétition datée d'Anvers, le 11 février 1889,
Le sieur Boudry, à Anvers, sollicite un emploi dans une administration publique.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

6.

4447.

Par pétition sans date,
Les bourgmestres de La Clinge et Meerdonck demandent que le Gouvernement belge intervienne auprès du Gouvernement hollandais dans le but d'obtenir, notamment pour les cultivateurs de nos communes frontières, la levée de l'interdiction d'importer du fumier et de mener paître le bétail sur le sol hollandais.

DÉCISION : *Renvoi à MM. les Ministres de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics et des Affaires étrangères.*

7.

4452.

Par pétition datée d'Exel, le 8 février 1889,

4481.

Des conseillers communaux d'Exel demandent le rejet de la proposition de loi de M. d'Oultremont relative au service personnel.

4491.

4508.

Même demande de conseillers communaux à Petit-Brogel, Grand-Brogel, Hechtel; du comité et de membres du « Grondwettelijke en katholieke Bond

Numéros 73 Numéros
du 24 du registre des
feuilleton. pétitions.

van het kanton Peer »; de conseillers communaux à Wychmael; de conseillers communaux à Peer; de membres du « Grondwettelijke katholieke Bond van het kanton Achel ».

DÉCISION : *Ordre du jour.*

8. 4470. Par pétition datée de Hoeylaert, le 14 février 1889,

Des habitants de Hoeylaert protestent contre la demande de division du canton d'Ixelles, formulée par des habitants d'Uccle et tendant à la formation d'un canton qui aurait pour chef-lieu Uccle et comprenant toutes les communes rurales faisant actuellement partie du canton d'Ixelles. Ils demandent que, dans le cas d'une division, leur commune ne soit point distraite du canton d'Ixelles.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

9. 4474. Par pétition datée de Louette-Saint-Denis, le 17 février 1889,

Le sieur Dauvin, instituteur communal, à Louette-Saint-Denis, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir l'application de la circulaire ministérielle du 8 septembre 1885 concernant le paiement des traitements d'activité des instituteurs.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

10. 4478. Par pétition datée de Saint-Hubert, le 16 février 1889,

La dame Martin, veuve du sieur Salpétrier, facteur des postes, à Saint-Hubert, sollicite une augmentation de pension.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.*

11. 4479. Par pétition datée de Thiméon, le 10 décembre 1888,

Des habitants de Thiméon réclament la prompte réduction de l'impôt foncier.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

12.	4485.
-----	-------

Par pétition datée de Grammont, le 15 février 1889,

Le sieur Van de Walle, à Grammont, demande que son fils, soldat au 15^e régiment de ligne, soit admis à rentrer dans ses foyers.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

13.	4493.
-----	-------

Par pétition datée de Beeringen,

Le comité et des membres du « Katholieke Kring van Beeringen » prient la Chambre de rejeter toute aggravation des charges militaires et d'instituer des aumôneries dans tous les régiments de l'armée.

DÉCISION : *Ordre du jour.*

14.	4494.
-----	-------

Par pétition datée d'Anvers, le 18 février 1889,

Les président et secrétaire du « Club van liberale propagande », à Anvers, demandent que le tirage au sort soit remplacé par le service personnel.

DÉCISION : *Ordre du jour.*

15.	4495.
-----	-------

Par pétition datée de Mont-Saint-André, le 19 février 1889,

Le sieur Verraghen, à Mont-Saint-André, demande que des recherches actives soient faites dans le but de retrouver sa fille qui s'est évadée de la colonie de Lierneux, où elle était en traitement.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

16.	4504.
-----	-------

Par pétition datée de Liège, le 20 février 1889,

Des commis agréés des contributions directes, à Liège, réclament l'intervention de la Chambre pour qu'une modification soit apportée dans les conditions exigées pour remplir les fonctions de surnuméraires dans la dite administration.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

17.	4505.
-----	-------

Par pétition datée de Paliseul, le 20 février 1889,

Le sieur Longville, instituteur, à Paliseul, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir la place

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

d'instituteur à l'école communale de Carlsbourg, à laquelle il aurait droit.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

18. 4509. Par pétition datée d'Overboulaere, le 20 février 1889,
Le sieur Pierre Jacob, à Overboulaere, se plaint que des poursuites illégales aient été exercées contre lui et demande qu'une enquête soit ouverte.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

19. 4511. Par pétition sans date,
Le sieur De Roose, ancien préposé des douanes, sollicite une augmentation de pension.

DÉCISION : Renvoi à MM. les Ministres des Finances et de la Justice.

20. 4515. Par pétition datée de Saint-Amand, le 21 février 1889,
Le sieur Debry, à Saint-Amand lez-Fleurus, réclame l'intervention de la Chambre afin d'obtenir la restitution des objets qu'il a envoyés à l'exposition d'Amsterdam.

DÉCISION : Renvoi à MM. les Ministres de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics et des Affaires étrangères.

21. 4514.
4530.
4537. Par pétition datée de Plancenoit, en janvier 1889,
Des habitants de Plancenoit demandent le rejet du projet de loi relatif à l'accise sur les sucres.

Même demande d'habitants de Bois-de-Lessines, Villers-Saint-Ghislain, Malèves-Sainte-Marie-Wastinnes, Grosage, Husseignies, Villers-Notre-Dame, Villers-Saint-Amand et Braine-l'Alleud.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Finances.

22. 4516. Par pétition datée de Wasmes, le 24 février 1889,
Des habitants de Wasmes demandent que l'église protestante évangélique de Wasmes soit subventionnée par l'État.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

23.

4517.

Par pétition datée d'Anvers, le 23 février 1889,

Les président et secrétaire de la « Chambre syndicale et arbitrale des changes et des fonds publics d'Anvers » demandent que le lendemain des fêtes de Pâques, de la Pentecôte et de Noël soit officiellement reconnu comme jour férié.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

24.

4518.

Par pétition datée de Tamise, le 25 février 1889,

Le sieur De Macyer, à Tamise, demande que, pour les élections législatives, le vote ait lieu au chef-lieu de canton et prie la Chambre de réduire le cens requis pour les mêmes élections.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

25.

4526.

Par pétition datée de Paliseul, le 22 février 1889,

Des habitants de Paliseul se plaignent que le conseil communal ait rétabli, dans le hameau de Carlsbourg, l'école officielle de la section de Paliseul et demandent que le sieur Longville, ancien instituteur de cette école, soit réintégré dans ses fonctions.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

26.

4539.

Par pétition datée de Bruxelles, le 27 février 1889,

Le sieur Deltombe, ancien facteur des postes, à Bruxelles, se plaint d'avoir été destitué et demande une compensation.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.
